

Le 17 novembre 2015

Déclaration liminaire CAP locale n°3

Monsieur le président,

En préambule, Solidaires Finances Publiques choqué par les événements survenus le 13 novembre tient à exprimer sa sidération, sa tristesse et sa solidarité avec les victimes et leurs proches après les attentats de Paris. Il exprime également sa gratitude envers l'ensemble des services publics mobilisés.

Solidaires Finances Publique, comme tous les agents est inquiet sur la sécurité, en particulier dans les accueils. Avec les échéances de Taxe d'Habitation reportées au 23 novembre, la DGFIP accentue les risques et contribue également à une détérioration forte des conditions de travail des agents : Les affluences particulièrement importantes se confrontent à la pénurie de moyens dans cette ambiance de tension liée à l'actualité.

Pour Solidaires Finances Publiques, il n'est pas utile de rappeler la nécessité d'un état fort. Au-delà, de l'application des règles de droits, les agents assurent également un rôle de cohésion sociale absolument indispensable. L'actualité nous rappelle malheureusement ce manque.

Le 18 novembre devait se tenir un Comité Technique de Réseau (CTR) dont l'ordre du jour se résume au budget de la DGFIP en 2016. Dans ce cadre, nous ne pouvons que nous insurger sur la baisse du Budget de fonctionnement mais surtout contre de nouvelles suppressions d'emplois dont sont victimes tout autant les agents que les usagers. 2 111 suppressions d'emplois à la DGFIP s'ajoutent au plus de 30 000 suppressions depuis 2002. A la DDFIP, la barre des 500 suppressions d'emplois dans cette même période est allègrement franchie avec les 39 nouvelles suppressions d'emplois à la DDFIP.

Solidaires Finances Publiques 77 réaffirme avec force que ces perspectives nous mènent droit dans le mur tant vis à vis des usagers qui voient notre service public se restreindre de plus en plus que vis à vis des agents qui n'en peuvent plus. S'il ajourne la mobilisation par une journée de grève, il n'abandonne pas les légitimes revendications des agents qui méritent qu'elles soient entendues. Les perspectives qui se profilent en particulier s'agissant des futures règles de gestions sont inacceptables et rejetées de toutes les organisations syndicales représentant 86 % des agents (pourcentage de la participation aux dernières élections professionnelles). Superbe exemple de démocratie et de dialogue social de la part de la DGFIP !!!

Dans la même veine, en local, les réunions de ce premier semestre traitant du DUERP et de nos conditions de travail, si elles ont conduit à la mise à jour du DUERP, ont surtout été l'occasion pour l'administration de se dédouaner de la détérioration des conditions de vie au travail des agents en éditant le guide de prévention sur les Risques Psycho Sociaux. Ce dernier ne constitue qu'un « pis aller » inutile. Pour Solidaires Finances Publiques, la santé des agents au travail demeurent de votre responsabilité.

L'ordre du jour de cette CAP Locale consiste à entériner les réorganisations sur son volet « gestion des personnels ». Cela ne représente qu'un mouvement local laissant de nombreux agents dans une période de détachement durant 8 mois, le temps tout du moins de régulariser leur situation au niveau national.

Vous connaissez l'avis de Solidaires Finances sur ces réorganisations et nous n'approuverons donc pas ce mouvement. De toute façon, nous savons ce que l'administration fait de notre avis...

Cependant, nous ne pouvons que réitérer notre demande consistant à faire correspondre vos réorganisations aux règles d'affectation. Les agents doivent pouvoir avoir le choix notamment avec la possibilité de participer à un mouvement national. Vous ne leur avez pas laisser ce choix...

Solidaires Finances Publiques 77 terminera pour rappeler que les agents de la DGFIP et par voie de conséquence de la DDFIP, vivent une période particulièrement difficile et inquiétante. Le boycott, le 12 novembre, des 1ères convocations de CAPL ne constitue qu'un mouvement d'humeur face aux perspectives inacceptables qui se profilent pour les agents. Plus grave est surtout la déshumanisation des rapports sociaux tant vis à vis des usagers des services publics que vis à vis des agents où ni les uns ni les autres ne sont considérés. Pour Solidaires Finances Publiques, cela constitue le délitement de la cohésion sociale. Solidaires Finances Publiques ne s'y résoudra pas et luttera pour retrouver un état fort, pour notre sécurité et pour notre vivre ensemble.